



GUERRE AU RACISME !

Au palais Bourbon, jeudi dernier 3 novembre, les députés en rangs clairsemés ont eu droit à une séance spéciale : l'un d'entre eux, Grégoire de Fournas, élu de Gironde et du Rassemblement national, a violemment interrompu un député de LFI, Carlos Martens Bilongo, qui intervenait pour poser le problème d'un bateau de 234 migrants en situation dramatique en Méditerranée, car ne trouvant pas de port où débarquer. « Qu'il retourne en Afrique ! », s'est écrié le lepéniste à ce député dont les parents sont originaires d'Afrique noire.

La réaction raciste à l'état brut, de la part d'un petit notable qui en est paraît-il coutumier, a suscité le tollé sur les bancs de l'Assemblée et interrompu la séance. Le RN a tenté de discutailler : ce n'était pas l'homme mais le bateau que le député RN voulait renvoyer en Afrique – ce qui selon lui n'aurait été qu'un simple rappel du programme de son parti contre l'immigration. Dès le lendemain, le bureau de l'Assemblée excluait pour quinze jours de Fournas et le privait de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois. Au moment où le parti de Marine Le Pen tenait son congrès et voulait paraître respectable, l'aboiement xénophobe et raciste de l'un des siens au palais Bourbon a fait désordre.

L'hypocrisie au sommet

Du côté des députés macronistes, on s'est dit indigné, on a dénoncé des propos « intolérables ». On pourrait se dire « tant mieux » si Macron et son ministre Darmanin ne secrétaient pas eux-mêmes la xénophobie, voire le racisme, en organisant la traque des migrants, en démantelant leurs campements de fortune, en les condamnant à des conditions d'accueil et de séjour indignes dans un pays pourtant riche. Si le député LFI posait la question de ce bateau en perdition, c'est parce qu'aucun port français ne lui offrait son havre. Décision politique !

La Méditerranée est la route de migration la plus meurtrière au monde, avec plus de 25 000 morts et disparitions enregistrées depuis 2014, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Bilan mortifère dont les chefs de l'Europe forteresse, dont Macron, sont coupables.

Une nouvelle loi contre l'immigration

Et pourtant Macron persiste et signe. En janvier prochain, son gouvernement lance une nouvelle loi contre l'immigration. Son ministre Darmanin l'annonce déjà par une campagne xénophobe mensongère, tout à fait dans le style du RN, sur le prétendu lien entre immigration et délinquance. Selon lui, au premier semestre 2022, à Paris, « 48 % des mis en cause dans les faits de délinquance seraient des étrangers ». C'est qu'il tient pour délinquants les étrangers en situation irrégulière qu'il a fabriqués lui-même en leur refusant l'asile. Darmanin veut aussi accélérer les reconduites à la frontière, fichier plus systématiquement les étrangers, imposer un examen de français pour limiter les regroupements familiaux. Peu importe qu'il y ait déjà en France un arsenal suffisant de lois scélérates pour pourrir la vie de sans-papiers chassés de chez eux par la misère ou la guerre, Macron veut montrer qu'il peut faire mieux que Le Pen. Lui agit tandis qu'elle ne fait que promettre !

Tous ensemble, mettons les patrons sous tension !

Dans le bâtiment, dans la restauration, dans le nettoyage, dans les nombreux « métiers en tension », où les conditions de travail et de salaire sont inhumaines et font fuir, un certain patronat pousse à l'embauche d'étrangers. Le gouvernement, tout en gardant sa posture de traque à leur égard, s'apprête donc à des régularisations, et à passer l'éponge sur les pratiques d'embauches de travailleurs au noir de ses amis patrons. Il s'agira d'assouplir ici ou là des règles pour, bien sûr, mieux exploiter, tirer davantage de profits. Mais du côté du monde du travail, où déjà dans les hôpitaux, les transports, les écoles, les chaînes de l'industrie, l'aide à la personne, triment ensemble des hommes et des femmes de tous horizons et couleurs de peau, nous n'en serons que plus nombreux pour lutter avec force et efficacité contre l'esclavagisme salarié moderne. La classe ouvrière est internationale. Nous sommes pour l'ouverture des frontières, l'accueil et la régularisation de toutes et tous les sans-papiers. Et le rejet du poison raciste.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Préparer tous ensemble la riposte

La CGT a décidé d'appeler à une journée d'action « spécifique » sur les services financiers, le 24 novembre. Ce ne sont pas les problèmes qui manquent dans nos services, et nous avons toutes les raisons de nous opposer aux attaques de la direction.

Même si, nous le savons bien, les attaques que nous subissons concernent aussi tous les autres postiers, et au-delà tout le monde du travail ; et que plus nous serons nombreux plus nous serons forts.

La Poste s'attaque à notre droit de grève

À Paris 15, la direction fait passer le message qu'elle retirera le vendredi férié en cas de grève la veille. Deux jours de salaire pour le prix d'un : La Poste est prête à tout pour nous faire les poches !

Elle prétend s'appuyer sur un arrêt de 1978 pour nous mettre la pression. Ce n'est pas ça qui va nous arrêter pour contester sa politique anti-sociale et les bas salaires.

Fini l'état de grâce... matinée ?

La direction a affiché l'ordre d'arriver à 6h30 le samedi. Elle veut ainsi remettre en cause un accord passé qui nous permet d'arriver un peu plus tard ce jour-là à Paris 15. Cela n'a jamais empêché le boulot de passer, donc ses crises d'autoritarisme, elle peut se les garder.

Fable postale

Notre dernière fiche de paie était accompagnée d'une *Info RH* où La Poste énumère sur deux pages de prétendues multiples augmentations de nos salaires.

C'est comme la fable de la grenouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf : tout se dégonfle dès qu'on regarde le résultat en bas de la fiche de paie.

Relaxe pour Gaël Quirante !

N'arrivant pas à se débarrasser des militants syndicaux combattifs, La Poste tente de les salir en inventant des fautes. Gaël Quirante, secrétaire départemental du Sud Poste 92, a ainsi écopé de 3 mois de prison avec sursis en première instance en 2019 pour une affaire montée de toute pièces par La Poste.

Le procès en appel, qui aura lieu à Versailles, doit être une occasion d'annuler cette peine très lourde. Gaël doit être relaxé !

Le 14 novembre à 12h, jour de l'audience, un rassemblement aura lieu devant le tribunal de Versailles pour montrer que Gaël n'est pas tout seul.

Régularisation pour nos collègues sans papier !

Lors d'une séance de questions au gouvernement, une sénatrice PCF du Val-de-Marne a demandé la régularisation de nos collègues sans papier de l'agence Chronopost d'Alfortville, en grève depuis près d'un an. Elle a dénoncé les conditions de travail particulièrement scandaleuses de ces collègues, victimes du système de sous-traitance en cascade instauré par La Poste.

La ministre qui a répondu s'est complètement défaussée, renvoyant les dossiers au cas par cas dans les préfectures, alors que c'est La Poste elle-même qui fait blocage en refusant de reconnaître ces travailleurs comme ses salariés et de signer le document Cerfa qui leur ouvrirait la voix de la régularisation.

Dans les entreprises publiques ou privées, les mêmes logiques du profit sont à l'œuvre. Les collègues ont bien raison de se battre pour faire entendre leurs droits.

Brésil : Lula est élu, mais les travailleurs ne sont pas sortis d'affaire

L'ancien président de gauche Lula a battu de justesse le candidat sortant d'extrême droite, Jair Bolsonaro, qui a mené une politique misogyne, anti-ouvrière et fait des ravages parmi les forêts tropicales et les populations autochtones.

Un soulagement pour les travailleurs donc ? Pas si sûr. Pour draguer l'électorat de droite, Lula a choisi comme vice-président une sorte de « Macron brésilien » et s'est positionné contre l'avortement. Lors de ses précédents mandats, il a repoussé l'âge de la retraite et financé ses programmes pour les plus pauvres... en taxant les travailleurs. Et s'il a gagné la présidentielle, l'extrême droite a remporté de nombreux postes régionaux importants.

Alors oui, la classe ouvrière peut se réjouir d'avoir dégagé Bolsonaro. Mais pour le reste, elle ne pourra compter que sur ses propres forces.

La crise des NER

En France, 1,5 million de personnes de plus de 50 ans ne sont ni en emploi ni à la retraite (les NER). Parmi elles, un tiers vit – ou survit – en dessous du seuil de pauvreté. Les femmes aux carrières hachées sont particulièrement concernées.

Et comme si ça ne suffisait pas, Macron veut faire durer la galère plus longtemps en reculant l'âge de départ à la retraite. Une nouvelle attaque qu'il ne faut pas laisser passer !

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

